



VILLE DE COGOLIN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2023/1525

**CIRCULATION INTERDITE – RUE BLAISE PASCAL + STATIONNEMENT INTERDIT ET
CIRCULATION ALTERNEE – RUE FRANCOIS ARAGO : Entreprise « ENEDIS »**

Terrassement pour alimentation réseaux de branchements

Prolongation de l'arrêté n° 2023/1442 en date du 01/12/2023

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L.111-1, L.113-2, L.113-4, L.113-7,

L.115-1, L.118-1, L.141-11, R.116-2, R.141-13 et suivants et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2122-1 et L.2132-2,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L.47, R.20-45 à R.20-54,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

Considérant la demande de l'entreprise « ENEDIS » en date du 20 décembre 2023, représentée par Monsieur Florent DEMARS – 372, avenue du Général Leclerc – 83700 SAINT-RAPHAEL, afin de procéder à des travaux de terrassement pour alimentation de réseaux pour le compte de AC BTP, du dimanche 07 au vendredi 26 janvier 2024,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Vu l'intérêt général,

ARRETE

ARTICLE 1

La circulation des véhicules sera interdite rue Blaise Pascal :

du dimanche 07 au vendredi 26 janvier 2024 de 8H à 18H

Une déviation sera mise en place par le chemin de l'Argentière.

L'accès aux riverains ainsi qu'au personnel de la Communauté de Commune sera maintenu.

ARTICLE 2

Afin de procéder à des travaux de terrassement, le stationnement sera interdit, rue François Arago :

du dimanche 07 au vendredi 26 janvier 2024 de 8H à 18H

Une régularisation par feux tricolores sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 3

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier par la mise en place des panneaux. Les déviations devront être mises en place par le pétitionnaire afin d'informer les automobilistes des interdictions de circuler.

ARTICLE 4

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux. Tous les dommages éventuellement causés par les travaux feront l'objet d'une remise en état aux frais de l'entreprise. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont la mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

ARTICLE 5

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions des articles R.417-10 et R.411-26 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

ARTICLE 6

La circulation des véhicules de secours, police, pompiers et ambulances devra être maintenue en permanence.

ARTICLE 7

Le présent arrêté devra être obligatoirement affiché 48 heures à l'avance par le pétitionnaire.

ARTICLE 8

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Chef de centre des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Directeur des services techniques de la ville, l'intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 21 décembre 2023

L'adjointe déléguée,

Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Formalités de publicité effectuées le : 26/12/2023

N° 2023/1392 Notifié le :

ARRETE N° 2023/1525